

LOT 01 : DEMOLITION



OBJET :

Projet de remise en état et reconstruction de la zone entrée et vestiaires de la piscine "CANETON" à CASTRES suite à incendie

Maître d'Ouvrage :



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CASTRES-MAZAMET

Direction de l'aménagement et des ressources techniques
Patrimoine communautaire

Espace Ressources

Le Causse Espace d'Entreprises

81115 CASTRES Cedex

Tel : 05.63.73.51.00

Maître d'Œuvre :



Benoît CABROL Architecte D.P.L.G.

41bis, Rue Amiral GALIBER

81 100 CASTRES

Tel : 05.63.71.49.71 – fax : 05.63.71.49.70

@ : contact@cabrol-architectes.fr

Sommaire

1	GENERALITES	3
1.1	OBJET DU MARCHE	3
1.2	PRESCRIPTION GENERALES	3
1.3	CONNAISSANCE DES CLAUSES GENERALES TCE	3
1.4	GESTION DU COMPTE PRORATAT	3
1.5	HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	3
1.6	SECURITE - PROTECTION DE LA SANTE.	3
1.7	PRESCRIPTIONS DIVERSES	4
1.8	NORMES ET REGLEMENTATIONS.	4
1.9	REUNIONS DE CHANTIER.	4
1.10	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	4
1.11	OBLIGATION DE L'ENTREPRISE	4
1.12	VARIANTE.....	4
1.12.0	<i>Technique protégée par rapport</i>	<i>4</i>
1.12.1	<i>Matériaux et mise en œuvre non traditionnels</i>	<i>4</i>
1.13	RECEPTION CONTRADICTOIRE	4
1.14	LIMITES DE PRESTATIONS.....	4
1.15	PROTECTION DE LA VEGETATION	4
1.16	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE	5
1.17	NETTOYAGE.....	5
1.18	GARANTIE	5
LOT 01.	DESCRIPTION DES TRAVAUX	6
01.1	PREPARATION DE CHANTIER	6
01.1.1	<i>Constat d'huissier</i>	<i>6</i>
01.1.2	<i>Installations de chantier et fonctionnement.....</i>	<i>6</i>
01.2	PROTECTION DES OUVRAGES ANNEXES A CONSERVES AVANT DEMOLITION.....	7
01.2.1	<i>Intervention sur végétaux existants</i>	<i>7</i>
01.2.1.1	Sanction en cas de non-respect de la végétation conservée.....	7
01.2.1.2	Protection d'arbre et haie conservés.....	7
01.3	CONSOLIDATION PRELIMINAIRE	7
01.3.1	<i>Bouchage d'ouvertures dans un mur</i>	<i>7</i>
01.3.2	<i>Bâche verticale de protection.....</i>	<i>7</i>
01.3.3	<i>Etaisements d'éléments de plancher.....</i>	<i>7</i>
01.4	DEMOLITION DU BATIMENT SINISTRE	8
01.5	SCIAGE ET DEMOLITION DE CLOISONNEMENTS INTERIEUR.....	8
01.6	SCIAGE ET DEMOLITION DES REHAUSSE EN SOL INTERIEUR.....	8
01.7	DEPOSE DES REVETEMENT MURAUX	8
01.8	NETTOYAGE DES PAROIS CONSERVE	8
01.9	MAINTIEN DES OUVRAGES A CONSERVER.....	9
01.9.1	<i>Chevalements de maintien des murs porteurs</i>	<i>9</i>

1 GENERALITES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques particulières (C.C.T.P.), concerne les travaux de Démolition, relatifs au Projet de remise en état et reconstruction de la zone entrée et vestiaires de la piscine "CANETON" à CASTRES suite à incendie

1.2 PRESCRIPTION GENERALES

Conformité aux documents officiels :

La totalité de travaux seront réalisés conformément aux prescriptions des textes réglementaires en vigueur à la date de la signature du marché et à celles des textes rendus contractuels par les pièces écrites du présent marché.

1.3 CONNAISSANCE DES CLAUSES GENERALES TCE

L'entreprise titulaire du présent lot est réputée avoir pris connaissance et acceptée sans réserve les clauses générales T.C.E

1.4 GESTION DU COMPTE PRORATAT

L'entreprise de Gros Œuvre sera chargée d'assurer la gestion du compte prorata de cette opération, suivant les modalités définies dans le CCAP et le PGCSPS.

Les dépenses afférentes au compte prorata seront comprises dans l'offre de chaque entreprise et réglées directement à l'entreprise gestionnaire du compte prorata.

Le Gros Œuvre sera chargé de cette gestion et proposera aux autres entreprises une convention de

Compte Prorata avant le démarrage des travaux. Deux commissaires aux comptes seront nommés pour superviser les dépenses communes de chantier pendant toute la durée des travaux.

En fin de travaux le Gros Œuvre transmettra à chaque entreprise, une récapitulation générale détaillée des dépenses communes de chantier, accompagné des copies des factures ainsi que d'un tableau de répartition des paiements pour chaque entreprise.

1.5 HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au Code du travail, 4e partie : Santé et sécurité au travail (partie législative créée par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, partie réglementaire créée par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) modifié et complété.

1.6 SECURITE - PROTECTION DE LA SANTE.

L'entreprise titulaire du présent lot doit prévoir dans son prix forfaitaire toutes les prestations et ouvrages annexes nécessaires en matière de sécurité et de protection de la santé, conformément à la loi n° 93-1418 du 31/12/1993 aux décrets d'application n° 94-1159 du 26/12/1994, 95-543 du 04/05/1995 et aux lettres ministérielles de documentations et informations complémentaires ultérieures parues au Journal officiel. L'entrepreneur aura à établir et à respecter un plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS).

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- Rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- Participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- Respecter les obligations issues de la 4e partie du Code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- Viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

1.7 PRESCRIPTIONS DIVERSES

La qualité des matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages doit répondre aux caractéristiques et conditions contenues dans les textes normatifs et réglementaires français applicables à la construction, à la date de signature des marchés, ainsi que dans les documents suivants (liste non exhaustive) :

- Les Cahiers des Clauses Techniques D.T.U. et Cahiers des Clauses Spéciales qui les accompagnent ainsi que les règles de calculs D.T.U. applicables aux travaux, et notamment les Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé suivant la méthode des états limites dénommés B.A.E.L.
- Tous ces textes parus lors de l'appel d'offres, imposés ou non par voie réglementaire sont applicables au présent marché, qu'ils soient rappelés ou non ci-après.
- Les Normes Françaises de l'A.F.N.O.R. définissant les différents composants des ouvrages.
- Les avis techniques formulés par le C.S.T.B.

Les matériaux, éléments, ensembles ou procédés non traditionnels envisagés doivent satisfaire aux prescriptions des agréments ou avis techniques favorables, délivrés par le C.S.T.B. et acceptés par la

Commission technique des polices individuelles de base en tenant compte des restrictions apportées par cette dernière.

Les matériaux ne bénéficiant pas d'un avis technique du C.S.T.B. doivent avoir fait l'objet d'une enquête favorable de la part d'un contrôleur technique : ils doivent en outre bénéficier d'une police particulière d'assurance dont l'attestation est à fournir au Maître d'œuvre et au Maître de l'Ouvrage.

Les règles ou recommandations professionnelles formulées par les fabricants ou les organisations professionnelles.

1.8 NORMES ET REGLEMENTATIONS.

L'entreprise devra exécuter ses ouvrages selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission.

1.9 REUNIONS DE CHANTIER.

Le maître d'œuvre organisera une réunion hebdomadaire de chantier. En fin de travaux ou pour un problème particulier, le maître d'œuvre pourra exiger aux entreprises de participer à des réunions supplémentaires.

1.10 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Tous les ouvrages, définis dans le présent descriptif ou portés sur les plans, seront réputés livrés complètement achevés selon les Normes et Règlements en vigueur en parfait état de fonctionnement et raccordés par l'Entreprise à toutes leurs extrémités.

1.11 OBLIGATION DE L'ENTREPRISE

Se reporter au C.C.A.P et C.C.T.P. "Généralités".

1.12 VARIANTE

Aucune variante, qui, donc par définition, apporte des modifications de quelques natures qu'elles soient, aux spécifications et caractéristiques architecturales et techniques du projet défini par le dossier Marché, n'est admise.

Si l'entreprise souhaite toutefois proposer des solutions plus économiques, elle doit remplir fournir une note explicative

1.12.0 TECHNIQUE PROTEGEE PAR RAPPORT

L'Entrepreneur prend à sa charge les éventuels frais et redevances pour l'utilisation des brevets, de modèles, de marques, de licences, de dessins, de dénominations ou autres droits protégés, etc. qu'il serait amené à utiliser, même si ceux-ci sont imposés dans son marché et il ne peut pas se retourner vers le Maître de l'Ouvrage en cas de réclamation.

1.12.1 MATERIAUX ET MISE EN ŒUVRE NON TRADITIONNELS

L'entrepreneur devra fournir un avis technique du C.S.T.B. (pour les matériaux et mises en œuvre non traditionnels) ou des assurances particulières dans le cadre de la garantie décennale. L'Entrepreneur est tenu de fournir les attestations correspondantes dès le début du délai de préparation.

Dans le cas où une technologie particulière ne possédant pas d'avis technique serait proposée, le Maître d'Ouvrage, la Maîtrise d'œuvre et le Contrôleur technique demanderont à l'entreprise de faire établir une procédure ATEX (Appréciation Technique Expérimentale).

1.13 RECEPTION CONTRADICTOIRE

Il sera prévu entre le présent lot et le lot Gros-Œuvre une réception contradictoire, en présence du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

1.14 LIMITES DE PRESTATIONS

En complément du C.C.T.P. "Généralités". D'une façon générale, toutes les prestations réalisées par le présent lot pour d'autres lots doivent être réceptionnées contradictoirement avec le lot concerné.

1.15 PROTECTION DE LA VEGETATION

Les démolitions ne devront, en aucun cas, porter atteinte aux arbres et arbustes implantés à proximité des ouvrages démolis ou déposés.

1.16 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise titulaire du présent corps d'état est responsable des détériorations éventuelles qu'elle pourrait occasionner aux constructions voisines et réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone existants.
Par ailleurs, elle est responsable des contraventions de toutes natures qu'elle pourrait encourir du fait de la non-observation des règlements de voirie ou de protection des lignes d'alimentation électrique et elle doit, en conséquence, faire toutes les démarches préalables auprès des Administrations concernées.

1.17 NETTOYAGE

Chaque entreprise aura à sa charge le nettoyage et l'évacuation de ses gravats du chantier pour ce qui la concerne.

Chaque entreprise pourra mettre des bennes à gravats sur le chantier cependant elle en assurera elle-même les rotations et prendra à sa charge les frais correspondants.

L'entrepreneur devra l'évacuation des gravois aussi souvent que nécessaire.

Chaque entreprise aura à sa charge le nettoyage de ses ouvrages et l'amenée de ses déblais, et ceci au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

L'entrepreneur du présent lot doit un nettoyage bi hebdomadaire du chantier.

1.18 GARANTIE

Tout chantier en demande de garantie doit faire l'objet d'une reconnaissance de fonds avant toute proposition technique établie par le fabricant.

Lot 01.DESCRPTION DES TRAVAUX

01.1 PREPARATION DE CHANTIER

01.1.1 CONSTAT D'HUISSIER

Avant le démarrage effectif des travaux, l'entreprise aura l'obligation de faire constater par huissier de justice, l'état de tous les bâtiments existants ainsi que des abords situés dans l'emprise du projet.

Prévoir un constat d'huissier spécifique suivant le cas, sur l'état des avoisinants et de la voie publique.

Les frais d'huissier sont à la charge exclusive de l'entreprise et à prévoir au présent article.

Il sera remis au maître d'œuvre avant le commencement des travaux un exemplaire original de ces constats d'huissier et deux copies certifiées conformes à l'original.

Ces documents seront remis au maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

01.1.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER ET FONCTIONNEMENT

Mise en place et entretien pendant toute la durée des travaux, des infrastructures communes nécessaires au bon déroulement du chantier, comprenant :

- ♦ Prestations extérieures au bâtiment proprement dit, charges temporaires et de police résultant des installations de chantier (taxes d'occupation de la voie publique, entretien et réparation).
- ♦ Branchement d'eau depuis le réseau existant dans l'emprise du chantier y compris le ou les compteurs nécessaires jusqu'aux installations communes de chantier.
- ♦ Branchement d'électricité depuis le réseau existant dans l'emprise du chantier y compris le ou bien les compteurs nécessaires jusqu'aux installations communes de chantier.
- ♦ Branchement à l'égout depuis le réseau existant dans l'emprise du chantier jusqu'aux installations communes de chantier.
- ♦ Voies de circulations dans l'emprise du chantier, voies carrossables par des véhicules routiers de transport de marchandises nécessaires à la desserte des constructions à réaliser et des aires de stockages, y compris entretien des voies de circulation pendant toute la durée des travaux.
- ♦ Aires de chantier et de stockage, préparation du terrain mis à la disposition des entreprises pour leurs installations et du terrain nécessaire aux installations communes de chantier. Ces terrains sont carrossables par les véhicules utilitaires légers.
- ♦ Etablissement des clôtures de chantier dans les conditions exigées par la réglementation en vigueur et suivant les indications du PGCSPPS, y compris demande d'autorisation de voirie pour occupation du domaine public.
- ♦ Fourniture et mise en place d'un panneau de chantier selon la réglementation.
- ♦ Bureau de chantier : Locaux en rapport avec l'importance du chantier, ils comporteront au minimum une salle de réunion. Ces locaux seront livrés avec les installations téléphoniques, de chauffage, d'éclairage et de mobilier nécessaire (tables et chaises propres).
- ♦ Installations communes d'hygiène, conforme à la réglementation compte tenu du planning des effectifs tous corps d'état et de la durée du chantier. (Compris Frigo et Four à Micro-ondes obligatoires).

Toutes les prestations énumérées ci-dessus seront à la charge exclusive du présent lot. En fin de chantier les installations communes seront repliées et le terrain sera remis en état.

En ouvrage complet conformément aux normes en vigueur.

01.2 PROTECTION DES OUVRAGES ANNEXES A CONSERVES AVANT DEMOLITION

01.2.1 INTERVENTION SUR VEGETAUX EXISTANTS

01.2.1.1 SANCTION EN CAS DE NON-RESPECT DE LA VEGETATION CONSERVEE

L'entrepreneur veillera à respecter scrupuleusement les arbres conservés.

Si des végétaux s'avèrent gênants pour le bon déroulement des travaux, il en informera le maître d'œuvre au moins une semaine avant le début des travaux, afin qu'un programme de taille soit défini selon le souhait du maître d'ouvrage.

Toute détérioration volontaire ou accidentelle d'un végétal, arbre ou arbuste, donnera lieu à une pénalité de 1.000 € HT par sujet détérioré, venant en déduction de la première situation suivant la date des dégâts.

01.2.1.2 PROTECTION D'ARBRE ET HAIE CONSERVES

Protection des végétaux conservés dans le but :

- ◆ D'une part, de soustraire les sols exploités par le système racinaire des arbres à la fréquentation des matériels et engins de chantier
- ◆ D'autre part, d'éviter le stockage ou le déversement au pied des arbres de produits toxiques.

Réalisation d'une protection pour les végétaux à conserver :

- ◆ Fourniture et mise en place autour des tronc ou haie une palissade, composée de :
 - ↳ Pieux en châtaignier ou de robinier rond ou fendu, dim. Ø 0,15 x 2,75 à 3,00 m de hauteur
 - ↳ Fourniture de planches de chantier de 27 mm d'épaisseur, d'au moins 15 cm de large dans des longueurs excédant 2,00 m, fixés sur pieux au moyen de clous

01.3 CONSOLIDATION PRELIMINAIRE

01.3.1 BOUCHAGE D'OUVERTURES DANS UN MUR

Pour éviter toute déformation des parois conservées, bouchage d'ouvertures dans un mur en maçonnerie :

- ◆ La dépose des cadres et huisseries sera comptée plus bas
- ◆ Reconstitution de mur en maçonnerie au moyen de béton coffré ou d'agglos de ciment pleins, de façon à obtenir des caractéristiques mécaniques, thermiques et acoustiques au moins égales à celle de la paroi environnante
- ◆ Réalisation d'un garnissage sans le moindre vide au niveau du sous-linteau
- ◆ Toutes reprises nécessaires pour assurer la continuité et la planéité de la paroi

01.3.2 BACHE VERTICALE DE PROTECTION

Fourniture, mise en place puis enlèvement de bâche protectrice sur les façades à conserver

01.3.3 ETAIEMENTS D'ELEMENTS DE PLANCHER

Fourniture et mise en place d'étais à vérins ou d'étrésillons pour soutenir les planchers pendant toute la durée des travaux risquant de compromettre la solidité ou la stabilité de l'ouvrage :

- ◆ Trous, percements et démolitions nécessaires
- ◆ Fourniture et mise en place des étais, scellement ou fixation et mise en compression
- ◆ Après consolidation de l'ouvrage, dépose et enlèvement des étais
- ◆ Toutes reprises de maçonneries, d'enduits, etc. pour effacer toute trace d'intervention

01.4 DEMOLITION DU BATIMENT SINISTRE

Démolition du bâtiment sinistré suivant plan des démolitions de l'architecte :

- ◆ Mise en protection du site, coupure électrique et eau de la zone en collaboration avec le lot électricité et CVC,
- ◆ Élément à démolir :
 - ✎ Dépose des l'ensemble des sanitaires et éléments techniques (luminaires, ventilation, clim etc..).
 - ✎ Cloison intérieure, cloison mince
 - ✎ Aménagements intérieurs, banc, patère, portes, etc...., et dépose des élément divers, barre main courante au niveau du pédiluve,
 - ✎ Menuiseries extérieures
 - ✎ Toiture,
 - ✎ Murs en ossature bois,
 - ✎ Élément en sol
 - ✎ Auvent d'entrée, inclus poteaux
 - ✎ Sciage de la dalle et cheminement devant l'entrée pour création future rampe et entrée, démolition dallage et fondation
 - ✎ Etc., suivant plan de démolition,
 - ✎ **Non compris : créations ouvertures dans murs existants, sciage des édicules en sol (sous les bancs)**
- ◆ Le plan de l'état actuel figure au dossier, de façon à permettre l'estimation des travaux ; toutefois, il est conseillé à l'entreprise de se rendre sur place pour apprécier de visu la consistance des travaux et les difficultés liées à l'environnement : difficultés d'accès, existants à préserver, etc. Il est bien entendu que, quelles que soient les difficultés rencontrées, le terrain sera dégagé de toute construction jusqu'au niveau mentionné ci-dessus, et le sol nivelé,
- ◆ Le chargement et l'enlèvement des gravois sont inclus dans l'offre, ainsi que le tri de déchet vers les déchetteries spécialisé (TRANSPORT, MANUTENTION et ENLEVEMENT des GRAVOIS),

01.5 SCIAGE ET DEMOLITION DE CLOISONNEMENTS INTERIEUR

Le présent procédera suivant plan de l'architecte au sciage des murs intérieur, comprenant :

Découpe et démolition soignée de cloisons en matériaux de toutes natures, compris tous les éléments inclus ou habillant ces cloisons (portes, plinthes, faïences, papier peint...).

01.6 SCIAGE ET DEMOLITION DES REHAUSSE EN SOL INTERIEUR

Le présent procédera suivant plan de l'architecte au sciage des édicule, comprenant :

Découpe et démolition soignée des édicules en matériaux de toutes natures, compris tous les éléments inclus ou habillant ces cloisons (portes, plinthes, faïences, papier peint...).

01.7 DEPOSE DES REVETEMENT MURAUX

Dépose de la totalité des revêtements muraux carrelés ou en faïence murale, etc. y compris raccords d'enduits sur parements verticaux

01.8 NETTOYAGE DES PAROIS CONSERVE

Exécution d'un nettoyage superficiel des murs existant conservé, afin d'enlever les traces de suie.

01.9 MAINTIEN DES OUVRAGES A CONSERVER

01.9.1 CHEVALEMENTS DE MAINTIEN DES MURS PORTEURS

Fourniture et mise en place d'étais de maintien pendant toute la durée des travaux risquant de compromettre la solidité ou la stabilité de l'ouvrage :

- ♦ Trous, percements et démolitions nécessaires,
- ♦ Fourniture et mise en place de profilés métalliques HEA 240 minimum soudés ou boulonnés pour former une console triangulée d'environ 7 m de haut et 4 m de base triangulée de telle façon que :
 - ↳ Toute déformation soit impossible
 - ↳ Reprise tous les efforts horizontaux, notamment au niveau des ceintures provisoires, planchers actuels et planchers à venir, au moment du coulage
- ♦ Dans le plan du chevalement, la stabilité des ouvrages sera réalisée par le coulage de deux massifs provisoires en béton armé réalisés à la base du triangle de contreventement pour,
 - ↳ D'une part, supporter le poids de l'ouvrage provisoire et,
 - ↳ D'autre part, servir de contrepoids dans l'éventualité d'un léger basculement du mur côté intérieur (repris par la ceinture intérieure)
- ♦ Dans le plan vertical perpendiculaire au chevalement, la stabilité des ouvrages sera réalisée par une série de points d'attache (soudés ou boulonnés) sur les ceinturages périphériques
- ♦ Les calculs et plans de ces ouvrages provisoires seront soumis à l'architecte et au bureau de contrôle
- ♦ Après consolidation de l'ouvrage, dépose et enlèvement des étais
- ♦ Toutes reprises de planchers, maçonneries, enduits, etc. pour effacer toute trace d'intervention
- ♦ Après enlèvement des étais, l'entreprise restera propriétaire de tous les profilés métalliques déposés

OBSERVATION IMPORTANTE

Les travaux du présent lot comprennent, outre ceux décrits ci-devant, toutes les prestations accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les soumissionnaires reconnaissent avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces (CCTP, et autres pièces constituant le dossier d'appel d'offres), et être parfaitement informés du programme général de la construction projetée.